

Non aux suppressions de postes Mobilisons nous pour le service public d'enseignement supérieur et de recherche

Entre 2008 et 2013 les présidences successives avaient déjà supprimé 56 postes de maîtres de conférences à l'UPMC (sur un total d'environ 1850 enseignants-chercheurs).

Pour 2015, 24 nouvelles suppressions de postes de maîtres de conférences sont prévues.

Le nombre de personnels BIATSS (administratifs, de bibliothèque, ingénieurs et techniciens) **a lui chuté de 1746 à 1662 depuis 2007.**
Au plan national, on estime qu'il y a près de 22 000 personnels BIATSS en CDD, 100 000 vacataires d'enseignement et des milliers de chercheurs précaires (post-doctorants) dans la recherche publique.

⇒ **Pour les personnels en poste**, c'est une surcharge de travail, une multiplication des tâches et moins de promotions.

⇒ **Pour les personnels précaires**, toujours plus nombreux à l'université et dans toutes les catégories, c'est toujours moins de postes au concours.

⇒ **Pour les étudiants**, c'est des amphis surchargés et des conditions d'études toujours plus dégradées.

⇒ **Pour la population en général**, c'est un service public de recherche et d'enseignement supérieur qui, loin d'être sanctuarisé contrairement à ce que raconte le gouvernement, n'a plus les moyens de fonctionner.

La présidence de l'UPMC se retrouve donc à gérer un budget d'austérité. **Nous appelons le conseil d'administration de l'UPMC à dénoncer avec nous ce budget d'austérité** et à déclarer le 11 décembre une journée banalisée pour permettre la mobilisation de tous.

Le budget d'austérité ne l'exonère pas pour autant de toutes responsabilités. Les choix de transformer 257 postes de fonctionnaires en crédits de fonctionnement et en un système de primes qui monte les personnels les uns contre les autres, de supprimer des postes de maîtres de conférences et de personnels BIATSS remplacés par des postes de contractuels, principalement dans les services centraux d'encadrement et de recherche de contrats, de s'engager dans la mise en concurrence des établissements via la Comue Sorbonne universités... sont des décisions de la présidence de l'université et pas du ministère.

C'est pourquoi, le comité Sciences en marche Jussieu, la CGT et la FSU appellent à se mobiliser :

⇒ le 8 décembre à 13h30 en bas de la tour centrale pendant le prochain conseil d'administration de l'université

pour dénoncer la politique de l'emploi locale et demander au CA de se prononcer pour un journée banalisée (cours annulés, examens reportés, salles et amphis à disposition pour des débats) le 11 décembre et ainsi dénoncer le budget d'austérité auquel il est soumis.

⇒ le 11 décembre pour la journée nationale d'action

appelée par Sciences en marche, l'intersyndicale nationale des personnels et étudiants, les collectifs de précaires et le comité de pilotage des directeurs d'unité et la CP-CNU.

Départ 13h30 de Jussieu et 14h des Grands Moulins (Paris 7).

Les moyens pour faire vivre le service public existent.

Par exemple, **6 milliards d'euros** sont distribués chaque année via le **Crédit impôt recherche** aux entreprises, sans aucun contrôle ni contreparties, faisant l'objet des plus vives critiques y compris de la Cour des comptes. **Le quart de cette somme permettrait pourtant de titulariser 50000 précaires**, ce que se refuse à faire le gouvernement.

**1/4 du CIR =
50000 postes de titulaires**



SCIENCES
EN
MARCHÉ

